



Le New Deal brun, partie III

Face à la chute du niveau de vie en Europe, les élites orchestrent un ennemi fictif : la Russie. Entre provocations et manipulation de l'histoire, elles cherchent à détourner la colère populaire et à justifier de nouvelles dépenses militaires.

sam. 06 déc. 2025

Le Green New Deal a pour conséquence une baisse constante du niveau de vie dans toute l'Europe, due à la diminution de la quantité d'énergie abordable par habitant. À son tour, c'est cette stabilité superficielle, mais cette détérioration constante des conditions de vie, bien plus grave qu'une crise ouverte, qui pousse les populations à se rebeller et à renverser leurs élites dirigeantes. Les élites dirigeantes européennes en sont conscientes, elles ne souhaitent pas être pendues aux lampadaires dans toute l'Europe et cherchent au moins à détourner la responsabilité, voire à provoquer une crise ouverte qu'elles pourront ensuite prétendre atténuer.

La crise qu'elles ont choisie de créer est l'attaque entièrement fictive mais imminente de la Fédération de Russie contre l'Union européenne. Le mensonge risible utilisé pour soutenir cet argument est que si l'armée ukrainienne était mise en déroute et si le régime de Kiev tombait, les chars russes envahiraient alors l'Europe... comme ils l'ont fait en 1945 ! La question épineuse de savoir pourquoi la Russie serait intéressée par une telle escapade est éludée par le sectarisme anti-russe : le simple fait que les Russes soient russes est considéré comme suffisant pour garantir leur propension à un comportement aussi insensé et autodestructeur.

Mais nous, qui ne sommes pas des fanatiques anti-russes irrationnels, prendrons le temps de répondre à cette question. Examinons d'abord les exigences déclarées de la Russie concernant l'ancienne République socialiste soviétique d'Ukraine créée par Lénine et Staline : sa dénazification, sa démilitarisation, sa neutralité et la garantie des droits de la majorité russophone (qui reste majoritaire malgré les efforts officiels les plus sévères pour forcer la population à parler ukrainien). Notez que « conquérir toute l'Europe » ou « restaurer l'URSS » ne figure pas sur la liste des priorités de la Russie. Trois ans après le début de l'opération militaire spéciale de la Russie, nous pouvons en examiner les résultats.

Dénazification : où sont passés les bataillons néonazis ukrainiens qui arboraient des drapeaux et des insignes inspirés du nazisme allemand et dont les membres se distinguaient facilement par les croix gammées et les portraits d'Hitler tatoués sur leurs membres et leur torse ? Ceux qui sont régulièrement accusés des crimes de guerre les plus graves sont le bataillon Azov (aujourd'hui un régiment), le bataillon Aidar, le régiment Kraken et Pravy Sektor. Le bataillon Azov a été fondé par le nationaliste d'extrême droite Andrey Biletsky, qui utilisait le Wolfsangel nazi comme emblème. Les membres ultranationalistes du Pravy Sektor ont joué un rôle majeur dans la révolution Euromaidan de 2014 et dans la guerre du Donbass en 2014-2015. Le bataillon Aidar a été accusé de violations des droits humains par Amnesty International et Human Rights Watch. Le parti Svoboda (Liberté) a recruté des combattants en utilisant une rhétorique ultranationaliste et antisémite. Tous ont connu une belle carrière et ont causé beaucoup de meurtres et de chaos, mais aujourd'hui, la plupart de leurs membres initiaux sont morts, et bien que leurs noms soient toujours utilisés à des fins de propagande par le régime de Kiev, les organisations elles-mêmes sont à moitié mortes. À l'heure actuelle, les bataillons nazis sont principalement utilisés comme troupes de barrage, pour empêcher les nouvelles recrues lancées à l'assaut des Russes en progression de battre en retraite et essayant de les tuer lorsqu'elles tentent de se rendre.

Démilitarisation : pendant la première année environ de l'opération militaire spéciale, les forces ukrainiennes ne manquaient pas de volontaires, mais aujourd'hui, il n'y en a plus. Au lieu de cela, les hommes sont arrêtés dans la rue et enrôlés de force (à moins qu'ils ne puissent se permettre de payer un pot-de-vin conséquent), tandis que les officiers de recrutement sont devenus richissimes et sont universellement détestés et méprisés. À l'origine, les forces ukrainiennes disposaient principalement d'armements datant de l'époque soviétique, soit hérités de la RSS d'Ukraine, soit acquis auprès d'ex-membres du Pacte de Varsovie devenus, depuis, pays de l'OTAN. L'armée ukrainienne était organisée et fonctionnait conformément aux manuels et règlements de l'époque soviétique. Elle représentait une menace redoutable et infligeait des pertes considérables au camp russe. Les stocks d'armes de l'époque soviétique ont été progressivement épuisés et remplacés par des armes de l'OTAN, qui se sont révélées beaucoup moins efficaces et beaucoup plus faciles à détruire pour les Russes, car elles sont conçues pour maximiser les profits des entrepreneurs américains de la défense plutôt que pour assurer une défense adéquate (puisque personne n'attaque les États-Unis de toute façon). Les arsenaux de l'OTAN sont désormais eux aussi considérablement épuisés, tout comme les fonds disponibles pour acheter davantage d'armes. Les dirigeants européens en Hongrie, en Slovaquie, en Tchéquie et ailleurs commencent à rejeter l'idée de nouvelles dépenses militaires au profit du régime de Kiev.

Pendant ce temps, en Ukraine, les manuels et les règlements de l'ère soviétique ont été remplacés par les « normes et formations de l'OTAN », qui se sont avérées beaucoup moins efficaces que les normes soviétiques. Les membres de l'OTAN ont appris cette méthodologie des Américains, qui l'ont eux-mêmes apprise d'anciens officiers nazis allemands qui, si vous vous souvenez bien, ont perdu la guerre contre l'Armée rouge. L'OTAN, et maintenant l'armée ukrainienne, s'appuient donc sur les doctrines militaires, les principes organisationnels et les pratiques opérationnelles du camp vaincu. L'OTAN, qui se compose principalement d'Américains, a réussi à obtenir des résultats (mais jamais une victoire totale) contre des adversaires aussi faibles que la Serbie et la Libye, mais sa technique favorite – les campagnes de bombardements aveugles – aurait inévitablement conduit à un échange nucléaire si elle avait été utilisée contre la Russie.

Une situation vraiment ridicule s'est présentée : les Ukrainiens, jouant le rôle des Allemands nazis, avec l'OTAN dans un rôle de soutien, sont engagés dans un conflit conventionnel de haute intensité avec la Russie, jouant le rôle de l'Armée rouge, et obtiennent le même résultat final. Comme cela implique une stupidité extrême, un rapide coup d'œil aux classements nationaux en matière de QI semble justifié : la moyenne de la Russie est de 103 ; celle de l'Ukraine est de 95,4, la plus basse d'Europe. Les États-Unis font un peu mieux avec un QI de 99,7, mais restent très

loin derrière la Chine (107). « Dumb and Dumber go to War » (Dumb et Dumber partent en guerre) aurait pu être un bon titre de film, s'il n'y avait pas eu tout ce sang, cette violence et ces tombes militaires ukrainiennes s'étendant à perte de vue.

De tout cela, on peut conclure que la Russie réussit lentement mais sûrement à atteindre les objectifs déclarés de son opération militaire spéciale en remportant une guerre d'usure contre l'Ukraine (en termes d'effectifs) et l'OTAN (en termes d'armes). Avec la mort de la plupart des ultranationalistes ukrainiens, l'épuisement des arsenaux ukrainiens et de l'OTAN, et le refus croissant des soldats ukrainiens de se battre, l'opération militaire touchera inévitablement à sa fin, le régime de Kiev tombera, la majorité russophone en Ukraine réaffirmera ses droits et, si tout se passe bien, l'ordre constitutionnel détruit lors du putsch organisé par les États-Unis au printemps 2014 sera rétabli.

La Russie poursuivra-t-elle alors ses opérations militaires spéciales pour dénazifier, démilitariser et défendre les droits humains des importantes minorités russes vivant en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Moldavie ? La Russie traite le sort des Russes qui vivent encore dans ces régions comme une question humanitaire plutôt que militaire, absorbant facilement l'afflux. Par exemple, un demi-million de Moldaves vivent actuellement en Russie, alors que la population totale de la Moldavie n'est plus que de deux millions d'habitants et diminue rapidement. La situation est similaire dans les pays baltes, bien que les chiffres soient trop faibles pour avoir une importance.

Mais chacune de ces anciennes républiques socialistes soviétiques semi-défunes, créées avec amour à partir de fragments de l'Empire russe et nourries par des bolcheviks à l'esprit internationaliste, au grand regret et à la grande déception de la Russie, présente également certaines considérations stratégiques pour la Russie : L'Estonie, avec la Finlande, bloque presque entièrement le golfe de Finlande, qui offre un accès maritime crucial à Saint-Pétersbourg et aux ports voisins d'Oust-Louga et de Primorsk, avec un volume total de fret d'environ 170 millions de tonnes par an. La Lituanie constitue un pont terrestre vers l'enclave russe de Kaliningrad. La Moldavie compte une région séparatiste, la Transnistrie, habitée par un demi-million de détenteurs de passeports russes que l'État russe s'est théoriquement engagé à défendre.

Mais laquelle de ces questions la Russie tenterait-elle de résoudre en passant à l'attaque ? Une Europe moins que complètement folle et dérangée devrait être capable de résoudre ces questions à l'amiable et sans recourir à la violence. Nous ne pouvons qu'espérer qu'une défaite retentissante de l'OTAN en Ukraine calmera les esprits belliqueux qui cherchent actuellement à aggraver le conflit.

Si un conflit militaire impliquant les quatre pays mentionnés ci-dessus venait à éclater, il est important de garder à l'esprit qu'ils devraient être défendus par des troupes venues d'ailleurs en Europe. Ces quatre pays sont en grande partie vidés de leur population jeune : comme il n'y a pratiquement pas d'emplois, les jeunes partent dès qu'ils le peuvent, laissant derrière eux des pays peu peuplés, avec des retraités de plus en plus démunis, et de plus en plus d'écoles vides transformées en maisons de retraite pour les personnes âgées qui ne peuvent plus prendre soin d'elles-mêmes.

À son tour, quelle est la probabilité que des jeunes Américains, Britanniques, Français, Allemands, Espagnols et Italiens soient appelés sous les drapeaux et envoyés mourir dans un conflit futile pour défendre l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie (membres de l'OTAN et de l'UE) et la Moldavie (qui ne l'est pas) ? Si seulement 16 % des hommes allemands se disent prêts à prendre les armes pour défendre leur patrie, quel pourcentage d'entre eux seraient prêts à aller mourir pour la Lituanie ? Nous ne pouvons que supposer, alors supposons 2 % — et ce seraient les malades mentaux, les suicidaires ! Nous pouvons également espérer qu'une société allemande moins que complètement folle exercerait une pression politique considérable pour forcer son gouvernement à donner aux Russes ce qu'ils veulent, ce qui n'est pas grand-chose : des corridors routiers et ferroviaires ouverts et sécurisés vers Kaliningrad et des voies maritimes et aériennes élargies à travers le golfe de Finlande suffiraient pour résoudre le problème à l'amiable en ce qui concerne les pays baltes.

Actuellement, cependant, l'Occident ne semble pas intéressé par une résolution à l'amiable des problèmes, se concentrant plutôt sur des provocations. Le 10 septembre, plusieurs drones ont pénétré dans l'espace aérien polonais. Il s'agissait en fait de drones Gerbera de fabrication russe, des leurres dépourvus de charge explosive et utilisés pour semer la confusion et épuiser les systèmes de défense aérienne. Compte tenu de leur portée limitée, ils ont été lancés depuis le territoire contrôlé par le régime de Kiev. Ils ont survolé une partie de la Biélorussie, où certains d'entre eux ont été abattus, tandis que d'autres ont poursuivi leur route vers la Pologne. Les autorités biélorusses ont lancé un avertissement à leurs homologues polonais : « Attention, ils arrivent ! »

Les forces polonaises et autres forces de l'OTAN ont dépêché des avions de chasse, mais ceux-ci sont inutiles pour abattre des cibles aussi petites et lentes. Les drones étaient de fabrication russe, mais rien ne prouve qu'ils aient été pilotés par la Russie. De tels drones tombent régulièrement du ciel en Ukraine et peuvent être réparés, ravitaillés en carburant, reprogrammés et renvoyés. Il est possible que les Russes soient à l'origine de cette provocation si leur objectif était de démontrer que

l'OTAN est sans défense même contre des drones aussi primitifs, auquel cas ils ont prouvé leur point de vue, mais il est beaucoup plus probable que ce soit le régime de Kiev qui ait tenté de maintenir en vie le discours sur « l'agression russe ».

De telles démonstrations, faciles à nier, semblent bel et bien avoir lieu. Par exemple, il y a eu le ballon météorologique chinois qui a survolé le continent américain du 28 janvier au 4 février 2023. Sa trajectoire de vol formait un magnifique arc couvrant l'Alaska, l'ouest du Canada, puis les États-Unis contigus, de l'État de Washington à Myrtle Beach, en Caroline du Sud. Il volait trop haut pour que l'armée de l'air américaine puisse l'abattre, mais il a progressivement perdu de l'altitude et a été abattu par un F-22 Raptor à une altitude de 18 000 mètres. Il s'agissait soit d'un accident (le ballon ayant dévié de sa trajectoire), soit d'une démonstration de l'incapacité des Américains à défendre leur espace aérien contre... des ballons météorologiques !

À peine dix jours après l'épisode des drones russes non armés survolant librement la Pologne, un scandale a éclaté lorsque des avions russes auraient violé l'espace aérien estonien. Selon les Estoniens, trois avions russes Mig-31 ont pénétré dans l'espace aérien estonien « sans autorisation et y sont restés pendant 12 minutes au total ». Les avions se rendaient de la région de Leningrad à celle de Kaliningrad, en suivant les couloirs aériens au-dessus du golfe de Finlande et de la Baltique, fréquemment empruntés par le trafic aérien entre ces deux régions russes et qui contournent les trois pays baltes. En particulier, le couloir international de libre passage entre la Finlande et l'Estonie mesure 370 km de long mais seulement 11 km de large, et il est théoriquement possible que les Mig aient dévié vers le sud, à la limite estonienne. Quoi qu'il en soit, les Mig-31 volent à une vitesse de croisière de 2 500 km/h, soit 41 km/min, et en 12 minutes, ils auraient parcouru 491 km, dépassant la limite de 122 km. En substance, le territoire estonien n'est pas assez vaste pour qu'ils aient mis autant de temps.

La partie estonienne n'a présenté aucune preuve d'une telle transgression, tandis que le ministère russe de la Défense a déclaré que les avions effectuaient un « vol régulier... en stricte conformité avec les réglementations internationales en matière d'espace aérien et n'avaient pas violé les frontières d'autres États, comme l'a confirmé une surveillance objective ». Cela aurait dû mettre fin à l'affaire, mais non ! Était-il nécessaire de faire décoller des avions et de convoquer une réunion d'urgence de l'OTAN conformément au chapitre 4 de la charte de l'OTAN pour un événement aussi insignifiant, qu'il soit intentionnel, accidentel ou fictif ? Seulement si l'intention était de faire beaucoup de bruit pour rien et de créer une tempête dans un verre d'eau.

Si l'on prend du recul par rapport aux détails, de telles provocations sont nécessaires : la transition entre le Green New Deal, désormais caduc, et le nouveau Brown New Deal, c'est-à-dire le militarisme européen, nécessite un ennemi. Il n'existe tout simplement pas d'autres options : la Corée du Nord est trop imprévisible ; l'Iran, s'il était poussé à bout, pourrait anéantir Israël ; et la Chine, déjà maîtresse des économies européenne et américaine, étoufferait les Occidentaux si ceux-ci ne se comportaient pas correctement. Le seul ennemi sûr est la Russie, mais cela pose également un problème : la Russie n'est pas suffisamment menaçante. Il est donc nécessaire de mettre en scène des provocations afin de maintenir vivant le mythe de « l'agression russe » dans l'esprit des Européens, dans l'espoir de les convaincre, et, à défaut, de les contraindre à accepter des niveaux élevés de dépenses de défense, tout comme ils ont accepté des niveaux élevés de dépenses pour l'énergie « verte » — que les élites dirigeantes européennes empochent.

Cependant, il s'avère que des provocations timides ne suffisent guère à maintenir vivant le mythe de « l'agression russe », sans parler de le rendre suffisamment convaincant pour motiver des dizaines de vrais croyants à faire la queue dans les centres de recrutement, impatients de mourir en combattant les Russes agressifs à la manière ukrainienne. Heureusement, les provocations à peine crédibles ne sont pas tout ce que l'Occident collectif a à offrir : des efforts sont également déployés pour construire une image convaincante de l'ennemi. Ces efforts sont assez importants et complexes et sont en cours depuis des siècles. Ils comprennent une réécriture fantaisiste de l'histoire qui relègue dans l'oubli tous les épisodes qui ne présentent pas la Russie sous un jour entièrement négatif. Nous les aborderons ensuite.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Série d'articles